

SAINT JOSEPH AFOR

Association

73 Avenue Emmanuel Allard
13011 Marseille

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2019

SAINT JOSEPH AFOR

Association

73 Avenue Emmanuel Allard
13011 Marseille

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de SAINT JOSEPH AFOR,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SAINT JOSEPH AFOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 14 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment, nous n'avons pas fourni de service interdit par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance,



sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de notre audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- nous apprécions le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous attirons l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, nous formulons une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 17 juin 2020

Le Commissaire aux Comptes

ORIGA GROUP



Frédéric DUCHEMIN

BILAN ACTIF

I

	Valeur brute		Amortissements et Provisions		Montant Net 31/12/2019		Montant 31/12/2018
Immobilisations incorporelles	89 911		2 381		87 530		
Immobilisations corporelles	3 016 288		1 171 494		1 844 794		193 650
Immobilisations en cours							1 482 376
Immobilisations financières	12 926				12 926		12 926
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	3 119 125		1 173 875		1 945 250		1 688 952
Stocks et en-cours							
Créances sur activités	448 851				448 851		198 796
Autres créances	214 566				214 566		398 578
Placements							333
Disponibilités	289 428				289 428		212 259
Charges constatées d'avance	24 227				24 227		23 335
TOTAL ACTIF CIRCULANT	977 072				977 072		833 301
Charges à répartir							
Primes de remboursement							
TOTAL DE L'ACTIF	4 096 197		1 173 875		2 922 322		2 522 253



St JOSEPH AFOR		Exercice clos le 31/12/2019	
BILAN PASSIF		2	
		Montant 31/12/2019	Montant 31/12/2018
Fonds associatif SANS droit de reprise		331 024	331 024
Fonds associatif AVEC droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves		879 391	860 874
Report à nouveau dont résultats sous contrôle de tiers financeurs		-1 441 897	-1 413 833
RESULTAT DE L'EXERCICE		32 849	-9 548
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		593 153	602 900
Provisions réglementées		238 438	238 438
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES		632 958	609 855
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		16 526	27 124
Fonds dédiés			
TOTAL PROVISIONS ET FONDS DEDIES		16 526	27 124
Emprunts et dettes assimilées		1 786 388	1 185 631
Découverts et concours bancaires		4 151	5 541
Fournisseurs et comptes rattachés		85 278	119 681
Dettes fiscales et sociales		345 754	304 742
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 208	220 962
Autres dettes		49 059	48 717
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES ET ASSIMILES		2 272 838	1 885 274
TOTAL DU PASSIF		2 922 322	2 522 253



COMPTE DE RESULTAT : CHARGES		3
	Exercice 31/12/2019	Exercice 31/12/2018
Achats de marchandises		
Variation de stock marchandises		
Achats de matières premières et approvisionnements	156 725	186 889
Variation de stock matières premières et approv.		
Autres achats et charges externes	630 620	590 019
Impôts, taxes et versements assimilés	88 461	92 359
Rémunérations du personnel	965 345	895 012
Charges sociales	377 979	383 810
Dotations aux amortissements	129 201	66 326
Dotations aux provisions		10 598
Autres charges	53 308	38 470
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	2 401 639	2 263 483
Intérêts et charges assimilées	20 146	9 189
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières		
Dotations aux amortissements et provisions		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	20 146	9 189
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	21 733	8 602
Charges exceptionnelles sur opérations de capital		
Dotations aux amortissements et provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 733	8 602
Impôts sur les sociétés		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT DE L'EXERCICE	32 849	
TOTAUX	2 476 367	2 281 274



COMPTE DE RESULTAT : PRODUITS

4

	Exercice 31/12/2019	Exercice 31/12/2018
Ventes de marchandises		
Dotation globale et Recettes issues de la tarification	1 637 679	1 642 426
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	629 693	449 481
Locations immobilières		
Cotisations - Dons		
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 598	
Transferts de charges	46 036	61 998
Autres produits	128 061	115 932
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	2 452 067	2 269 837
Intérêts et produits assimilés	551	219
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	551	219
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 749	1 670
Produits exceptionnels sur opérations de capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 749	1 670
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
DEFICIT DE L'EXERCICE		9 548
TOTAUX	2 476 367	2 281 274



REGLES ET METHODES COMPTABLES

5

1/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2018 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

2/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|---|------------|
| - Constructions | 50 ans |
| - Agencements et aménagements des constructions | 2 à 30 ans |
| - Matériel et outillage | 3 à 20 ans |
| - Matériel de transport | 5 à 10 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 2 à 10 ans |
| - Mobilier | 2 à 10 ans |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement affectés à un bien non renouvelable par l'association sont inscrites au compte 13 "subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables" et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement de ce bien.

3/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

4/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- du règlement n° 99-01 du CRC (Comité de Réglementation Comptable) du 16 Février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- de l'arrêté du 22 décembre 2016 relatif au plan comptable M22 applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- du règlement C.R.C. n° 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.
- du règlement C.R.C. n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.
- de l'avis du CNC n° 2007-05 du 4 Mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du C.A.S.F. appliquant l'instruction budgétaire comptable M22 ainsi qu'aux fondations et associations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés qui appliquent les règlements 99-01 et 99-03 du C.R.C.



Gestion conventionnée : Présentation

5/ Résultats de la gestion conventionnée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion conventionnée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Fait marquant de l'exercice

6/ La crèche Les Myosotis a été inaugurée le 23/04/2019. Elle a débuté son activité avec une capacité d'accueil de 21 berceaux puis 42 berceaux à partir de septembre 2019.

En comptabilité, les travaux en cours correspondant ont été transférés en immobilisations corporelles pour un montant global de 1 791 619€ réparti en différents lots. Les lots ont été amortis sur des durées allant de 5 à 30 ans.

Dans le cadre du projet de construction de la crèche des Myosotis, l'association Saint-Joseph-AFOR a eu recours à un emprunt auprès de la caisse d'épargne pour un montant de 1 199 000 €. L'emprunt a été entièrement débloqué sur présentation de factures en 2019 et son remboursement a débuté.

L'association a reçu des subventions d'investissements auprès de la CAF, du Conseil Départemental et de la Ville de Marseille pour un montant de 602 900 € (dont 146 475 € restent à recevoir).

Les subventions sont amorties lors de la mise en service de la crèche depuis le 23/04/2019.

7/ Depuis le 15/02/2013, l'Association AFOR ST JOSEPH n'est plus en redressement judiciaire et continue son plan de continuation jusqu'en Février 2020. Le montant restant dû s'élevait à 39 917 € au 31/12/2019, date de la dernière situation établie par le mandataire judiciaire. Ce montant figure en compte de tiers, à l'actif du bilan, et viendra diminuer les dettes relatives au redressement judiciaire (dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales) lors de la réception du prochain décompte du mandataire permettant de connaître sa répartition entre les différents créanciers.

8/ Un contentieux est en cours : ce dernier est provisionné à hauteur de 16 526 €.

9/ Montant global des trois personnes les mieux rémunérées:

Les administrateurs sont bénévoles.

Les trois cadres salariés les mieux rémunérés ont perçu en 2019 à titre de salaire brut, la somme de 137.821 €

10/Activation du plan de continuité de l'activité dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID 19

Une crise sanitaire est constatée en France et dans le monde en début d'année 2020. Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé qualifiait la Covid-19 comme pandémie. Des mesures de confinement ont été décidées par le gouvernement français à partir du 12 mars.

Dans ce contexte, l'association Saint Joseph AFOR a poursuivi son activité d'accompagnement sociale des personnes hébergées dans le foyer comme dans les appartements en ville tout en prenant les décisions suivantes :

- . Renforcement du soutien alimentaire (livraison de colis) et de l'aide psychologique et sociale des personnes accueillies ;
- . Suspension des trois activités suivantes :
 - . crèche des Myosotis,
 - . service de mesures ASELL
 - . service Paserelle (gestion des visites médiatisées parents-enfants) ;
- . 40 % du personnel a été maintenu en activité totale, en modulant des temps de télétravail et des temps en présentiel.
- . Le reste du personnel a été placé soit en activité partielle, soit en arrêt-maladie pour garde d'enfants ou mise en quatorzaine (Covid) ;
- . Mise en quatorzaine de 6 bénéficiaires au sein du foyer.

La suspension des trois activités listées ci-dessus aura peu d'incidences financières en raison des éléments suivants :

- . pour le service de mesures ASELL et le service Paserelle, les dotations globales de financement de l'exercice 2020 ont été accordées ;
- . pour la crèche des Myosotis, la Caisse d'Allocations Familiales compensera la perte d'activité temporaire par la mise en place d'un forfait.

Nous considérons donc qu'à ce stade, la crise sanitaire Covid-19 ne remet pas en cause la continuité de l'exploitation de Saint Joseph AFOR.



ANALYSE DES RESULTATS

7

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONVENTIONNEE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
C.H.R.S. ET CENTRE MATERNEL				2 786
SERVICE PASSERELLE			4 618	
AFOR LOGEMENT	6 516			
GESTION PROPRE/ Multi Accueil	24 501			
<u>RETRAITEMENTS</u>				
ANNULATION REPRISE PROVISION				
RESULTATS DE L'EXERCICE	31 017		4 618	2 786
REPRISES RESULTATS ANTERIEURS				
REPRISE EXCEDENT AFFECTE AU FINANCEMENT DE MESURES D'EXPLOITATION				
RESULTAT CONVENTIONNE APRES REPRISES DES RESULTATS ANTERIEURS			4 618	2 786



ANALYSE DES RECETTES

8

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONVENTIONNEE	
CENTRE MATERNEL			462 344	
CHRS			1 124 105	
GESTION PROPRE	38 175			
MESURES ASELL	143 143			
CAF PSU CRECHE	341 686			
SUBVENTIONS CRECHE	144 864			
SERVICE PASSERELLE			51 225	
TOTAUX	667 868	0	1 637 674	0



9

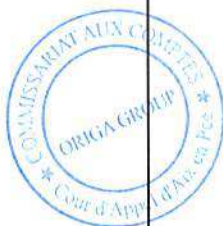
TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virements poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles				89 910,63	89 910,63
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES				89 910,63	89 910,63
Terrains					
Constructions sur sol propre	61 202				61 202
Constructions sur sol d'autrui (Multi accueil)				854 085	854 085
Installations générales, agencements des constructions (Multi Accueil)				801 061	801 061
Install. techniques, matériel et outillage	157 016	577			157 593
Install. générales, agencements divers	525 143	54 325			579 468
Matériel de transport	26 395				26 395
Matériel de bureau et informatique	125 935	3 532			129 467
Mobilier	339 340	59 622		-41 800	357 162
MobiliersMulti Accueil				41 800	41 800
Matériel Multi Accueil		4 763			4 763
Autres immobilisations corporelles	3 292				3 292
Immobilisations corporelles en cours	1 482 376	280 551	17 870	-1 745 057	0
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	2 720 699	403 369	17 870	-89 911	3 016 287
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	12 925				12 925
Prêts et autres immob. financières					
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	12 925				12 925
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 733 624	403 369	17 870	0	3 119 123



TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amort début exercice	Augmentations	Diminutions	Amort fin exercice
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles		2 381		2 381
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES		2 381		2 381
Aménagement terrains				
Constructions sur sol propre	61 202			61 202
Constructions sur sol d'autrui		21 273		21 273
Installations générales, agencements des constructions		33 580		33 580
Install. techniques, Matériel et outillage	134 672	4 598		139 270
Install. générales, agencements divers	384 940	42 014		426 953
Matériel de transport	23 176	1 545		24 721
Matériel de bureau et informatique	121 753	5 419		127 172
Mobilier	315 641	18 214		333 855
Matériel crèche		173		173
Autres immobilisations corporelles	3 292			3 292
Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	1 044 676	126 816		1 171 492
TOTAL AMORTISSEMENTS	1 044 676	129 198		1 173 874



St JOSEPH AFOR		Exercice clos le 31/12/2019		
TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS		12		
NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin exercice
Réserve de trésorerie	370 459			370 459
Excédents affectés aux investissements	315 549	11 330		326 879
Réserve de compensation	174 865	7 187		182 052
Autres réserves				
TOTAL RESERVES	860 873	18 517		879 390
Réserve de trésorerie				
Différences sur réalisations d'éléments d'actif	238 438			238 438
Autres provisions réglementées				
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	238 438			238 438
Provisions pour litiges				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (C.A.T.)				
Provisions pour départ retraite				
Provisions pour travaux				
Autres provisions pour risques et charges	27 124		10 598	16 526
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	27 124		10 598	16 526
Provisions pour dépréciation : - Immobilisations incorporelles - Immobilisations corporelles - Immobilisations financières - Stocks et en-cours - Comptes clients et usagers - Autres créances				
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL PROVISIONS	265 562		10 598	254 964
ANNEXE				

St JOSEPH AFOR		Exercice clos le 31/12/2019				
ETAT DES CREANCES ET DES DETTES		13				
CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF			
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an RJ	1 à 5 ans	A plus 5 ans
Créances rattachées à des participations						
Prêts (1)						
Autres immobilisations financières		12 926				12 926
Débiteurs et comptes rattachés		448 851	448 851			
Autres créances		214 566	214 566			
Charges constatées d'avance		24 227	24 227			
TOTAL CREANCES		700 570	687 644			12 926
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice					
	Remboursements obtenus en cours d'exercice					
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF			
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an RJ	1 à 5 ans	A plus 5 ans
Emprunts obligataires (1)						
Emprunts et dettes établissements de crédit (2)		4 151	4 151			
Emprunts et dettes financières diverses (1)		1 786 388	650 987		212 836	922 564
Fournisseurs et comptes rattachés		85 278	75 006	10 273		
Dettes fiscales et sociales		345 754	319 238	26 516		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 208	2 208			
Autres dettes		49 059	49 059			
Produits constatés d'avance						
TOTAL DETTES		2 272 838	1 100 649	36 789	212 836	922 564
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 786 388				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine	4 151				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine					
ANNEXE						

PRODUITS A RECEVOIR

14

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations

2. Autres immobilisations

3. Créances sur activités (subvention ASELL)

28 343

4. Autres créances

414 477

TOTAL**442 820**

St JOSEPH AFOR

Exercice clos le 31/12/2019

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

15

Comptes	Comptes de contrepartie	C O D E	NATURE DES PRODUITS A RECEVOIR	MONTANTS
468700	748800	4	SOLDE SUBVENTION MAIRIE	32 014
468700	748800	4	SOLDE SUBVENTION APPEL A PROJET CRECHE	11 584
468700	758805	4	AIDES AUX LOGEMENTS	8 771
468700	708801	4	RBTS PREVOYANCE	377
441700	741000	4	SOLDE MESURES ASELL	28 343
468700	748800	4	CAF FOND DE REEQUILIBRAGE	14 700
468700	748800	4	CAF PSU	200 556
4411	131800	4	SOLDE SUBVENTION INVESTISSEMENT	146 475
TOTAL				442 820



CHARGES A PAYER

16

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1.	Emprunts obligataires	
2.	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
3.	Concours bancaires	
4.	Emprunts et dettes financières diverses	
5.	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
6.	Dettes fiscales et sociales	128 600
7.	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8.	Autres dettes	38 118

**TOTAL****166 718**

ANNEXE

DETAIL DES CHARGES A PAYER

17

Comptes	Comptes de contrepartie	C O D E	NATURE DES CHARGES A PAYER	MONTANTS
428200	641200	6	DETTE CONGES A PAYER	83 137
438200	645200	6	CHARGES SOCIALES S/DETTE CONGES A PAYER	41 569
438000	647000	6	MUTUELLE	3 894
468610	635000	8	UNIFORMATION	13 215
468611	635000	8	CIL	24 903
			TOTAL	166 718



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

18

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

1. Charges d'exploitation

24 227

2. Charges financières

3. Charges exceptionnelles

TOTAL**24 227**

NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

4. Produits d'exploitation

5. Produits financiers

6. Produits exceptionnels

TOTAL

ANNEXE

DETAIL CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

19

Comptes	Comptes de contrepartie	C O D E	NATURE DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	MONTANTS
			CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
486000	615600	1	MAINTENANCE ET SECURITE	504
486000	648800	1	RTM SALARIES	2 323
486000	613200	1	LOYERS	2 647
486000	618200	1	ASH	146
486000	616000	1	ASSURANCE	16 679
486000	624800	1	TRANSPORTS USAGERS	1 929
			TOTAL	24 228

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**TOTAL**

ANNEXE

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

20

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion

21 733

Charges exceptionnelles sur opérations en capital

Dotation aux amortissements et provisions

0

TOTAL**21 733**

NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels sur opérations de gestion

23 749

Produits exceptionnels sur opérations en capital

Reprises sur provisions et transferts de charges

TOTAL**23 749****ELEMENTS SIGNIFICATIFS**CHARGES EXCEPTIONNELLES

REGULARISATION DIVERSES ET EXERCICES ANTERIEURS

Regul cotisations retraites 2 461

EDF 1 084

Charges diverses 1 517

Rbt APL 1 964

Régul URSSAF RJ 11 350

PRODUITS EXCEPTIONNELS


REGULARISATION DIVERSES ET EXERCICES ANTERIEURS

QUOTE PART SUV INVESTISSEMENT 18 759

HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES

21

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	DILIGENCES DIRECTEMENT LIEES	TOTAL
. Honoraires T.T.C. au 31/12/2019	8 328,02		8 328,02
TOTAL	8 328,02		8 328,02

St JOSEPH AFOR		Exercice clos le 31/12/2019	
	ENGAGEMENTS HORS BILAN	22	
Engagement Hors Bilan / Provisions départ à la retraite			
<p>Cet engagement a été calculé selon la méthode prospective.</p> <p>Le Calcul a été effectué par salarié, et en accord avec la convention collective.</p> <p>Il prend en compte les critères suivants :</p> <p>Taux de revalorisation des salaires</p> <p>Taux de rendement des emprunts à long terme</p> <p>Espérance de vie selon la table de mortalité</p> <p>Taux de turn-over</p> <p>Ancienneté du salarié à la date de clôture</p> <p>Coefficient d'indemnité qui est fonction du nombre de mois d'ancienneté</p> <p>Cet engagement est calculé avec application d'une contribution patronale de 51% et de l'indemnité correspondante applicable au personnel en contrat à durée indéterminée, sur la base d'un départ théorique à 62 ans.</p> <p>Le taux d'actualisation utilisé est de 1.30 %</p>			
TOTAL		128 792	
Engagement Hors Bilan financier reçu			
<p>Dans le cadre de l'emprunt de 1 199 000 € souscrit auprès de la caisse d'épargne, L'association Saint-Joseph-AFOR a reçu une caution solidaire et indivisible à hauteur de 100% du prêt ainsi accordé, de la part de la FONDATION HOPITAL SAINT JOSEPH</p>			
			
ANNEXE			

